

### Ventilation par fonction de protection sociale et de santé (COFOG) des dépenses des administrations publiques

Dans les pays de l'OCDE, la protection sociale et la santé sont en moyenne les postes de dépenses les plus importants. La disponibilité des données pour les pays de l'OCDE-UE et certains autres pays Membres de l'OCDE permet d'examiner plus en détail ces grands postes de dépenses. Les dépenses sociales et de santé sont d'autant plus importantes que de nombreux pays de l'OCDE-UE partagent des défis communs. Ces défis sont associés à l'évolution de leurs profils démographiques (allongement de l'espérance de vie et/ou faible taux de fertilité) ainsi qu'à la rapidité de l'évolution technologique dans le secteur de la santé et à l'augmentation des prix des traitements.

En moyenne, le poste de dépenses le plus important dans le domaine de la protection sociale est celui des pensions de retraite, qui a représenté 10.5 % du PIB en 2019, s'échelonnant de 13.8 % en Grèce à 3 % en Irlande (tableau 2.27). Entre 2009 et 2019, en moyenne, les dépenses de pensions de retraite en proportion des dépenses totales de protection sociale ont augmenté de 2.4 points de pourcentage, soit l'augmentation la plus importante parmi toutes les catégories de protection sociale. La catégorie des allocations de chômage (2.8 points de pourcentage) est celle qui a le plus diminué (tableau en ligne G.18).

Le deuxième poste de dépenses sociales le plus important est celui des indemnités de maladie et des pensions d'invalidité, qui représentait 2.7 % du PIB en 2019. Cependant, cette proportion variait entre 6.9 % du PIB en Norvège et 0.01 % en Colombie. Toutefois, dans le cas de la Norvège, les dépenses de ce poste ont diminué de 2.2 points de pourcentage en proportion des dépenses totales de sécurité sociale entre 2009 et 2019, tandis qu'elles sont restées pratiquement stables, en moyenne, pour 22 pays de l'OCDE-UE. Les dépenses consacrées à la famille et aux enfants constituent le troisième poste de dépenses le plus important, s'établissant à 1.8 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE-UE et s'échelonnant entre 4.2 % du PIB au Danemark et 0.58 % en Suisse. Entre autres pays, le Danemark dispose d'un système de politique familiale généreux, avec des congés parentaux étendus et des allocations familiales. Ce système vise à permettre aux parents de concilier vie professionnelle et vie familiale, à garantir un partage plus équitable du travail rémunéré et non rémunéré entre les hommes et les femmes, ainsi qu'à fournir des solutions de soins dans l'intérêt supérieur des enfants. En Suisse, les allocations familiales doivent faire l'objet d'une demande des bénéficiaires. Elles sont définies au niveau des cantons, versées par les employeurs et financées via des fonds de compensation familiale.

Concernant les dépenses de santé, l'infrastructure hospitalière, qui inclut les équipements et installations médicaux fixes, constitue le poste de dépenses le plus important, à 3.1 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE-UE et dans certains pays comme l'Australie (2.7 %) et le Royaume-Uni (5.63 %) (tableau 2.28). Entre 2009 et 2019, ce poste a diminué de 0.19 point de pourcentage en moyenne en proportion des dépenses totales de santé. Cela pourrait s'expliquer en partie par une diminution de la durée moyenne des séjours à l'hôpital. Logiquement, le deuxième poste de dépenses le plus important dans le domaine des soins de santé est celui des services ambulatoires, qui représentent 2.3 % du PIB. Les dépenses consacrées aux services ambulatoires couvrent les services fournis à domicile ou dans des services de consultation, entre autres, et elles ont augmenté de 1.2 point de pourcentage du PIB entre 2009 et 2019. En 2019, la Finlande (3.17 %) et la Suède (3.16 %) sont les pays qui ont consacré le plus de dépenses aux services ambulatoires, tandis que ce sont la Suisse (0.19 %) et l'Estonie (0.58 %) qui y ont consacré le moins de dépenses. Le troisième poste de dépenses de santé dans les pays de l'OCDE-UE est celui des

produits, appareils et équipements médicaux, avec 1.1 % du PIB, de même en Australie (0.77 %) et au Royaume-Uni (0.46 %). Dans le cas des pays de l'OCDE-UE, ce poste a diminué de 1.5 point de pourcentage en proportion des dépenses de totales de santé entre 2009 et 2019 (voir le tableau en ligne G.19).

#### Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* et de la base de données d'Eurostat sur les *Statistiques relatives aux finances publiques*, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)* ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir l'Annexe A pour plus de précisions). Les données sur les dépenses publiques par fonction sont ventilées selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) en 10 fonctions de niveau 1 (voir l'Annexe C pour davantage d'informations). Parmi ces fonctions, celles afférentes aux dépenses de santé sont réparties suivant six fonctions : produits médicaux, appareils et équipements médicaux ; services ambulatoires ; services hospitaliers ; services de santé publique ; R-D dans le domaine de la santé ; et santé non classée ailleurs (n.c.a.). Les dépenses de protection sociale sont réparties en neuf sous-fonctions : maladie et invalidité ; retraite (pensions) ; survivants ; famille et enfants ; chômage ; logements ; exclusion sociale non classée ailleurs (n.c.a.) ; R-D dans le domaine de la protection sociale ; et protection sociale non classée ailleurs (n.c.a.). Dans les bases de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, la pauvreté des personnes âgées concerne les personnes de plus de 65 ans dont le revenu est inférieur à la moitié du revenu médian national égalisé des ménages.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2020), *OECD Pensions Outlook 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/67ede41b-en>.

OCDE (2019), *Panorama de la société 2019 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e9e2e91e-fr>.

OCDE (2019), *Panorama de la santé 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5f5b6833-fr>.

#### Notes relatives aux graphiques

2.27 et 2.28. Les données relatives à plusieurs pays Membres de l'OCDE non européens (à l'exception de l'Australie, la Colombie, d'Israël et du Japon) ne sont pas disponibles. Les données relatives à l'Australie, la Colombie et au Japon portent sur 2018 et non 2019. Les données relatives au Costa Rica portent sur 2017 et non 2019.

G.16 à G.19 (Structure des dépenses publiques par fonction de sécurité sociale et de santé en 2019 et ses changements depuis 2009) est disponible en ligne à l'annexe G.

## Ventilation par fonction de protection sociale et de santé (COFOG) des dépenses des administrations publiques

## 2.27. Ventilation par fonction de protection sociale des dépenses des administrations publiques, en pourcentage du PIB, 2019

	Maladie et invalidité	Veillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Logement	Exclusion sociale (non classé ailleurs)	Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	Protection sociale n.c.a.
Allemagne	3.25	9.65	1.90	1.71	1.55	0.34	0.62	0.00	0.71
Australie	2.19	3.95	0.00	2.21	0.55	0.22	0.24	0.00	0.41
Autriche	1.77	12.56	1.34	2.02	1.17	0.09	0.98	0.01	0.18
Belgique	3.46	9.42	1.60	2.18	1.31	0.21	1.03	0.00	0.15
Colombie	0.01	6.42	..	0.80	..	0.19	0.98	..	0.27
Danemark	4.35	8.24	0.01	4.21	1.91	0.65	1.56	0.01	0.49
Espagne	2.51	9.53	2.27	0.94	1.62	0.02	0.36	0.00	0.13
Estonie	2.09	6.71	0.06	2.70	1.28	0.02	0.16	0.01	0.16
Finlande	3.14	13.71	0.64	3.02	1.68	0.62	0.91	0.02	0.31
France	2.89	13.12	1.46	2.26	1.86	0.84	1.26	0.00	0.17
Grèce	1.61	13.84	2.04	0.89	0.60	0.20	0.56	0.01	0.02
Hongrie	2.18	6.36	0.81	2.06	0.25	0.08	0.79	0.01	0.18
Irlande	1.66	2.99	0.57	1.29	0.82	1.15	0.27	0.00	0.16
Islande	3.40	3.23	0.01	2.15	0.83	0.36	0.49	0.00	0.41
Israël	2.85	5.13	0.56	1.31	0.31	0.18	0.47	0.00	0.35
Italie	1.79	13.54	2.59	0.95	1.12	0.03	1.04	0.01	0.06
Japon	0.88	10.99	1.45	1.89	0.27	0.00	0.29	0.00	0.36
Lettonie	2.38	7.02	0.18	1.22	0.50	0.07	0.39	0.00	0.31
Lituanie	2.75	6.24	0.29	1.70	0.67	0.07	0.36	0.00	0.20
Luxembourg	3.00	9.50	0.00	3.54	1.01	0.08	0.74	0.00	0.16
Norvège	6.92	7.38	0.18	3.42	0.31	0.13	0.87	0.05	0.43
Pays-Bas	4.13	6.46	0.06	1.43	1.34	0.44	1.58	0.01	0.00
Pologne	2.03	9.53	1.64	2.84	0.26	0.03	0.30	0.00	0.10
Portugal	1.28	11.32	1.70	1.11	0.62	0.17	0.39	0.00	0.29
République slovaque	3.18	7.67	0.77	1.09	0.23	0.00	0.23	0.00	1.19
République tchèque	2.23	7.39	0.51	1.60	0.14	0.15	0.35	0.00	0.20
Royaume-Uni	2.35	8.21	0.05	1.20	0.06	0.86	1.74	0.00	0.29
Slovénie	2.02	9.85	1.23	1.84	0.42	0.03	0.92	0.00	0.18
Suède	3.59	10.41	0.21	2.47	1.07	0.27	0.99	0.00	0.01
Suisse	2.88	6.51	0.29	0.58	1.01	0.02	1.56	0.01	0.01
<b>OCDE-UE</b>	2.72	10.49	1.60	1.76	1.30	0.33	0.82	0.00	0.28
Costa Rica	0.62	4.75	0.41	0.25	0.00	0.32	0.01	0.00	1.93
Roumanie	1.05	8.75	0.11	1.37	0.05	0.00	0.08	0.00	0.44

Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; Statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934262866>

## 2.28. Ventilation par fonction de santé des dépenses des administrations publiques, en pourcentage du PIB, 2019

	Produits, appareils et matériels médicaux	Services ambulatoires	Services hospitaliers	Services de santé publique	Recherche-développement dans le domaine de la santé	Santé non classée ailleurs (n.c.a.)
Allemagne	1.67	2.24	2.80	0.07	0.08	0.50
Australie	0.77	0.67	2.65	0.32	0.22	2.70
Autriche	1.12	1.54	4.66	0.18	0.46	0.31
Belgique	0.78	2.90	3.54	0.13	0.04	0.19
Colombie	4.68	..	..	0.20	0.04	0.18
Danemark	0.54	1.21	5.70	0.13	0.21	0.45
Espagne	0.96	2.25	2.50	0.09	0.26	0.03
Estonie	0.71	0.58	3.72	0.04	0.21	0.07
Finlande	0.66	3.17	3.12	0.03	0.10	0.04
France	1.42	2.91	3.38	0.12	0.09	0.12
Grèce	1.26	0.57	3.32	0.02	0.12	0.04
Hongrie	0.80	1.26	1.96	0.15	0.03	0.34
Irlande	0.68	1.79	1.78	0.12	0.01	0.35
Islande	0.52	1.78	5.22	0.02	0.00	0.24
Israël	0.71	1.47	3.03	0.11	0.00	0.10
Italie	0.99	2.47	2.84	0.30	0.09	0.12
Japon	1.27	2.97	2.80	0.46	0.01	0.17
Lettonie	0.62	1.07	2.37	0.06	0.00	0.12
Lituanie	0.86	1.59	2.26	0.08	0.00	1.42
Luxembourg	1.69	1.06	2.02	0.04	0.17	0.07
Norvège	0.50	1.99	5.17	0.29	0.41	0.32
Pays-Bas	0.75	2.54	3.57	0.24	0.36	0.25
Pologne	0.07	1.45	3.11	0.07	0.09	0.11
Portugal	0.55	2.04	3.51	0.02	0.24	0.19
République slovaque	1.47	2.06	3.74	0.05	0.03	0.36
République tchèque	0.87	1.59	3.56	1.30	0.07	0.22
Royaume-Uni	0.46	0.97	5.63	0.20	0.14	0.29
Slovénie	0.92	1.98	3.04	0.34	0.08	0.29
Suède	0.74	3.16	2.50	0.22	0.19	0.18
Suisse	0.00	0.19	1.67	0.10	0.10	0.05
<b>OCDE-UE</b>	1.11	2.28	3.06	0.16	0.13	0.24
Costa Rica	0.26	2.25	2.89	0.12	0.12	0.26
Roumanie	1.02	0.12	2.87	0.08	0.01	0.90

Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) ; Statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934262885>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2021**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2021), « Ventilation par fonction de protection sociale et de santé (COFOG) des dépenses des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/fe6a340e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.